



[16 quartiers/6 camps]
**RAPPORT DESCRIPTIF ANNUEL SUR
L'ETAT D'AVANCEMENT DU PROGRAMME¹**

1^{er} JANVIER – 31 DECEMBRE 2011

Titre du Programme & Référence du projet <ul style="list-style-type: none">• Titre du Programme: 16 Quartiers / 6 Camps• Réf. du Programme (<i>le cas échéant</i>): PCN51916• Numéro de référence du Projet/MPTF Office:³ 00079920	Pays, Localité, Secteur/Thème(s) du Programme² <i>(le cas échéant)</i> <i>Pays/Localité : Haiti, Port-au-Prince</i>
Organisations participantes <ul style="list-style-type: none">• UNDP, UNOPS, OIM, ILO	Secteur/Thème(s) : Logement & Infrastructure
Budget du Programme (US\$) Contribution du Fonds: <ul style="list-style-type: none">• ILO USD 2, 527,255• IOM USD 3, 795,262• UNDP USD 7, 025,877• UNOPS USD 16, 351,606 Contribution de(s) agence(s): N/A Contribution du Gouvernement: N/A Autres Contributions [Gouv. Coréen / OTI]: <ul style="list-style-type: none">• UNDP USD 1, 500,000• IOM USD 1, 500,000 TOTAL: 33, 000,000.00	Partenaires de mise en œuvre <ul style="list-style-type: none">• Gouvernement Haitien, Autorités locales, Mairies de Petion-Ville, Tabarre, Port-au-Prince, UCLBP, MTPTC, Primature
Evaluation du Programme Evaluation – (<i>à joindre le cas échéant</i>) <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Date : dd.mm.yyyy Evaluation à mi-parcours – (<i>à joindre le cas échéant</i>) <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Date: _ dd.mm.yyyy):	Durée du Programme (mois) Durée totale (mois): 24 Date de démarrage ⁴ (dd.mm.yyyy): 21 Sep. 2011 Date de clôture: <i>(ou date révisée, le cas échéant)</i> : 21 Sep. 2013 Date de clôture opérationnelle ⁵ : 30 Nov. 2013 Date prévisionnelle de clôture financière
	Soumis par: <ul style="list-style-type: none">○ Nom: Jessica Faieta○ Titre: Directrice Principale○ Organisation participante (“Lead Agency”): PNUD○ Adresse e-mail:jessica.faieta@undp.org

¹ Le terme “programme” est utilisé pour les projets, programmes et programmes conjoints.

² Indiquer le domaine prioritaire pour le Fonds de Consolidation de la Paix (FCP) ; le Secteur pour le Fonds fiduciaire pour l'Iraq du GNUM.

³ Le numéro de référence du projet est le même que celui sur le message de notification, aussi appelé “Project ID” sur le [MPTF Office GATEWAY](#).

⁴ La date de démarrage est la date du premier transfert de fonds du MPTF Office en tant qu'Agent Administratif. Cette date est disponible sur le portail du MPTF Office ([MPTF Office GATEWAY](#)).

⁵ Concerne les activités du programme complétées par l'organisation participante responsable. Les agences concernées doivent en informer le MPTF Office.

I. OBJECTIFS

- **Indiquer les principaux résultats et leur contribution par rapport aux objectifs du programme.**

- Le premier résultat est l'appropriation nationale. Le projet 16/6 est devenu un projet du Gouvernement Haïtien.
- Le Gouvernement a créé l'Unité de Construction de Logement et de Bâtiments Publics, dont 16/6 est devenu le troisième pilier stratégique.
- Le projet 16/6 a permis un changement de mentalité. Pendant les deux dernières années après le séisme, l'accent a été mis en particulier sur les camps. Pour la première fois, on peut se focaliser dans le processus de réhabilitation des quartiers.
- L'idée était de définir un modèle répliquable. Le Gouvernement Canadien a donné une subvention d'USD 20, 000,000 (23-dec-2011) dans le but de reproduire ce modèle à Champs de Mars, un camp d'IDPs, une place publique, symbole du pays. Ce projet va permettre la réhabilitation de deux autres quartiers précaires.
- Le projet est devenu un outil de coordination. Des fonds additionnels de UNFPA (150 lampadaires solaires), OTI (fermeture de 2 camps, plus investissements dans les quartiers), MINUSTAH (réparation d'une route), fonds coréens (activités génératrices de revenus pour les femmes les plus vulnérables) ... ont été canalisés vers les quartiers du projet 16/6 pour appuyer le processus de réhabilitation.
- L'appropriation par la communauté dans les trois premiers quartiers a été accomplie. Les plateformes communautaires, qui représentent les communautés, sont perçues comme des interlocuteurs valides dans chaque quartier.
- 2 camps ont été fermés à date : Place Saint-Pierre, Place Boyer.
- Le processus de réhabilitation des quartiers (planification) a démarré dans 4 quartiers : Morne Hercule, Morne Lazard, Nérette, Vila/Morne Rosa.
- L'entreprise qui devra réaliser les Plans de Prévention de Risques a été embauchée.
- L'identification d'entreprises formelles dans les quartiers a été finalisée : 170 entreprises en total.
- L'appui à 800 femmes vulnérables par des activités génératrices de revenus a démarré.
- La délimitation cartographique des 8 quartiers est en cours.
- La collecte de données participatives et identification des priorités par les plateformes est en cours.
- La planification pour la réparation de 1,000 maisons a été finalisée.
- La stratégie de suivi et évaluation et de gestion de la connaissance a été finalisée.
- La stratégie de communication a été finalisée.

- **Expliquer le lien entre le programme et le Cadre de planification stratégique (de l'ONU) guidant les opérations du Fonds/Programme conjoint.**

Le système des Nations Unies en Haïti (SNU) a développé un 'Cadre de Travail Stratégique Intégré' ('Integrated Strategic Framework (ISF)' pour la période 2010-2011. Cet outil remplace l'UNDAF (United Nations Development Assistance Framework) qui est le Cadre Développement de l'ONU pour Haïti. L'ISF, dans le cadre du son pilier " Refondation territoriale " inclut donc « une plus grande capacité des autorités centrales et locales de planifier, mettre en œuvre et gérer les stratégies de reconstruction et de développement territorial et de fournir des services de base dans tous les départements (selon la priorité 6), y compris le Plan d'Action National pour la Réhabilitation et le Développement d'Haïti (PNARDH). Ce projet aborde directement cette priorité. Il est important de noter que le projet contribue aussi directement à la stratégie globale du Gouvernement Haïtien dont l'Unité de Construction de Logement et Bâtiments Publics viens d'être créé et le projet 16/6 est devenu son troisième pilier stratégique. Cette Unité coordonnera le processus de reconstruction / refondation d'Haïti

et assurera le transfert des expériences aux autres officiels du gouvernement, représentants des Nations Unies et entrepreneurs privés qui seront impliqués dans la mise en œuvre de la Stratégie.

II. RESSOURCES

Ressources financières:

- **Indiquer les autres sources de financement disponibles pour le programme, le cas échéant. Pour plus d'information, se référer à la lettre de couverture.**

USD 30,000,000 HRF

USD 1,500,000 Coreen

USD 1,500,000 OTI (USAID)

- **Indiquer les enseignements tirés et contraintes identifiées dans la gestion des aspects financiers du programme, y inclus l'obtention des transferts, les défis administratives, et/ou autres aspects qui impactent la gestion financière du programme.**

Le budget disponible est insuffisant par rapport à la dimension des défis. Le montant officiel budgétisé pour la reconstruction des maisons (USD 3,500) est insuffisant ; le budget disponible pour les investissements dans les quartiers (environ USD 1, 000,000 par quartier) est trop limité par rapport aux besoins.

Ressources humaines: 56 employés

- **Personnel National: Préciser le nombre et type de personnel**

	Operations	Programme	Total
PNUD	0	9	9
UNOPS	16	21	37

Personnel International: Préciser le nombre et type de personnel (opérations/programme).

	Operations	Programme	Total
PNUD	0	6	6
UNOPS	0	4	4

Le nombre de ressources humaines pour les autres agences (BIT et IOM) sera communiqué après

III. ARRANGEMENTS DE GESTION ET SUIVI DU PROGRAMME

La mise en œuvre des activités du Programme se fera par le Gouvernement avec l'appui des Agences des Nations Unies, selon leurs domaines de spécialisation et la valeur ajoutée qu'elles pourraient apporter (AGIM). Certains aspects de la mise en œuvre des activités seront sous-traités à d'autres agences, des organisations non-gouvernementales (ONG) spécialisées dans les zones où ces dernières sont déjà présentes, et le secteur privé en vue d'assurer une meilleure efficacité.

Structure de Gestion du Programme

La structure de gestion du Programme tient compte de la coordination du Programme par le Gouvernement avec l'appui opérationnel et technique des Nations Unies.

La mise en œuvre conjointe implique la mise en place :

- d'un Comité national de pilotage (*Steering Committee*) qui donne les orientations stratégiques;
- d'une Unité de gestion du Programme (*PMU*) qui effectue la coordination opérationnelle du programme;
- d'une structure de suivi évaluation qui assure les contrôles et les garanties dans les activités du programme.

Comité National de Pilotage (CNP) / Steering Committee

Le Comité National de Pilotage (CNP) (*Steering Committee*) aura la responsabilité générale des résultats du programme et de la coordination stratégique du Programme. Le CNP se chargera ainsi de superviser, de fournir une orientation stratégique à la mise en œuvre du programme et d'adopter le Document de Programme conjoint, le plan de travail et le budget annuels.

Le CNP sera composé des membres suivants :

- La représentation du Gouvernement haïtien;
- Le Coordonnateur Résident du SNU ou toute personne désignée par lui;
- La représentation du Gouvernement local et des acteurs locaux.

Unité de Gestion du Programme / Programme Management Unit (PMU)

Le rôle de l'Unité de gestion du Programme est de fournir une coordination opérationnelle et assurer l'atteinte des résultats au programme conjoint. L'unité est composée du Directeur de Programme délégué par le Gouvernement qui assure la coordination des composantes et guide la mise en œuvre avec le appui d'un conseiller technique, une équipe administrative (finance officer, secrétaire et chauffeur), une équipe d'experts (spécialiste des communications, spécialiste du suivi et évaluations et coordonnateur de plateformes) et des responsables de gestion par objectif(s), délégués par les Agences Chef de file de ce(s) objectif(s) dont le rôle directe est le contrôle et la coordination des divers acteurs / activités sur le terrain. Le projet 16/6 a été officiellement intégré à la structure du FAES et installera son unité de gestion de programme (PMU) au sein de cette institution.

Agences chefs de file des objectifs spécifiques

A la tête de chaque objectif spécifique se trouve un représentant des agences chef de file qui répond au coordonnateur du PMU. Il est responsable de la planification, l'organisation et l'exécution des activités, le soutien et la supervision de ces activités dont il est directement responsable, appuyé d'un support administratif et financier. De plus, chaque composante est pourvue de points focaux de la partie nationale : mairie ou ministère techniques concernés. Cette entité assure aussi la coordination des sous-contractants ou agences techniques responsables de résultats et activités liées à l'objectif spécifique.

- **Décrire les procédures d'approvisionnement utilisées et expliquer toute modification par rapport aux procédures standards.**

Les procédures d'approvisionnements utilisés dans le cadre de ce projet sont ceux utilisés et approuvés par le PNUD

- **Accord avec le Centre Régional du Panama de PNUD pour un support à la composante de Suivi & Evaluation et gestion de Connaissances du Projet 16/6**

- **Objectifs de cet accord de coopération**

- Offrir de formation au PMU et à d'autres personnes impliquées dans la mise en œuvre du projet. Une première formation de base sur la Gestion de Connaissances et le Suivi et Evaluation pour La Chargée de Suivi et Evaluation et de Gestion de Connaissances.
- Missions de conseil pour la mise en œuvre de la composante Suivi et Evaluation et de Gestion de Connaissances, en particulier pour ce qui suit:
- Missions d'appui technique et méthodologique par les unités du Centre Régional, à la demande du Projet 16/6

- **Recrutement d'une Chargée de Suivi & Evaluation et de Gestion de Connaissances pour le Projet 16/6**

La Chargée de Suivi et Evaluation et de Gestion de Connaissance est entrée en fonction le 2 Décembre 2012. Comme prévu, des arrangements sont en cours pour une mission de la Chargée de S&E et GC au Bureau Régional de Panama afin définir la stratégie de Suivi et Evaluation et de Gestion de Connaissances à mettre en place dans le cadre du Projet 16/6 selon l'approche de Gestion axée sur les Résultats généralement adoptée par le PNUD dans le cadre de l'implémentation de ses projets de développements à travers le monde.

- **Enquête de Base du Projet 16/6**

L'Enquête de base du projet base pour tous les niveaux de résultats (effets et produits) du projet est en cours de préparation, afin d'établir des points de référence pour l'évaluation future des progrès réalisés sous la base des résultats prévus. Les Termes de Références en cours de finalisation.

IV. RESULTATS

Sur la période considérée : 21 Septembre à Décembre 2011

- Le premier résultat est l'appropriation nationale. Le projet 16/6 est devenu un projet du Gouvernement Haïtien.
- Le Gouvernement a créé l'Unité de Construction de Logement et de Bâtiments Publics, dont 16/6 est devenu le troisième pilier stratégique.
- Le projet 16/6 a permis un changement de mentalité. Pendant les deux dernières années après le séisme, l'accent a été mis en particulier sur les camps. Pour la première fois, on peut se focaliser dans le processus de réhabilitation des quartiers.
- L'idée était de définir un modèle répliquable. Le Gouvernement Canadien a donné une subvention d'USD 20, 000,000 (23-dec-2011) dans le but de reproduire ce modèle à Champs de Mars, un camp d'IDPs, une place publique, symbole du pays. Cew projet va permettre la réhabilitation de deux autres quartiers précaires.
- Le projet est devenu un outil de coordination. Des fonds additionnels de UNFPA (150 lampadaires solaires), OTI (fermeture de 2 camps, plus investissements dans les quartiers), MINUSTAH (réparation d'une route), fonds coréens (activités génératrices de revenus pour les

femmes les plus vulnérables) ... ont été canalisés vers les quartiers du projet 16/6 pour appuyer le processus de réhabilitation.

- L'appropriation par la communauté dans les trois premiers quartiers a été accomplie. Les plateformes communautaires, qui représentent les communautés, sont perçues comme des interlocuteurs valides dans chaque quartier.
- L'appropriation par la communauté dans les trois premiers quartiers a été accomplie. Les plateformes communautaires, qui représentent les communautés, sont perçues comme des interlocuteurs valides dans chaque quartier.
- 2 camps ont été fermés à date : Place Saint-Pierre, Place Boyer.
- Le processus de réhabilitation des quartiers (planification) a démarré dans 4 quartiers : Morne Hercule, Morne Lazard, Nérette, Vila/Morne Rosa.
- L'entreprise qui devra réaliser les Plans de Prévention de Risques a été embauchée.
- L'identification d'entreprises formelles dans les quartiers a été finalisée : 170 entreprises en total.
- L'appui à 800 femmes vulnérables par des activités génératrices de revenus a démarré.
- La délimitation cartographique des 8 quartiers est en cours.
- La collecte de données participatives et identification des priorités par les plateformes est en cours.
- La planification pour la réparation de 1,000 maisons a été finalisée.
- La stratégie de suivi et évaluation et de gestion de la connaissance a été finalisée.
- La stratégie de communication a été finalisée.
- Le projet a été officiellement lancé le 21 Septembre 2011, les fonds transférés le 22 Septembre 2011.
- Les 4 premiers mois du projet ont spécifiquement été consacrés à l'installation des bureaux, le processus d'acquisition des matériels de bureau et au recrutement de l'équipe de projet, ainsi le Directeur de Projet, les chefs des différentes agences impliquées dans le projet, 1 Coordonnateur de Plateformes Communautaires, 1 Chargée de Suivi et Evaluation et de Gestion de Connaissances, 1 Chargé de Communications et 2 Assistantes Administrations ont été recrutés et sont entrés en fonction.
- Des réunions de coordination et les accords avec les institutions gouvernementales, d'autres agences d'ONU, des ONG et d'autres projets ont permis de conjuguer les efforts et créer des synergies. Par exemple, l'enlèvement des débris doit être fait par «gestion des débris en appui au retour au foyer des populations touchées par le tremblement de terre à Port-au-Prince" PCN/000210, et de même pour la planification urbaine participative. Dans le cas des micro-évaluations des risques, une partie sera directement faite par le budget existant du MTPTC et du CINGS (qui sont des institutions gouvernementales.)
- OIM avait alloué un budget de l'USAID (OTI) qui a été utilisé pour commencer la première composante dans les deux premiers camps, Place St-Pierre et Place Boyer (comme cela avait été établi dans le document de projet).
- PNUD avait alloué un budget de Coréen qui a été utilisé pour commencer l'appui de 800 femmes vulnérables dans le domaine des activités génératrices de revenu dans les 8 premiers quartiers.
- Le PNUD continue spécialement de soutenir la création/le renforcement de la Plateforme communautaire qui agira comme une structure de gouvernance, de coordination et de prise de décision pour les investissements futurs dans ces quartiers. En outre, le PNUD conduira la composante des moyens de subsistance où l'approche inclusive du marché sera appliquée et appuiera l'intégration de la réduction des risques de catastrophes dans le processus de reconstruction. Un appui sera également donné en vue d'accroître l'accès aux services de base dans les quartiers prioritaires

- **Indiquer les principaux résultats obtenus et indiquer le nombre, la nature des activités (intrants), le taux de réalisation des activités et leurs bénéficiaires. (Barbara)**

	Résultats	Activités	Sous-Activités	# (Familles)	%	Total Bénéficiaires (Individus)
Composante 1	Les déplacés des camps associés aux quartiers ciblés ont trouvé une solution de logement répondant aux standards minimums du programme.	Les familles de déplacés ont retrouvé une solution de logement durable et viable grâce l'appui des services de protection communautaire	Enregistrement des familles des camps et la validation des listes par les autorités locales et les comités des camps	4150	83%	20000
			Création et l'opérationnalisation d'une stratégie de communication 24 mois, y compris la mobilisation communautaire, des campagnes publiques et la diffusion de l'information.	1	100%	20000
			Travaux de cas, famille par famille, le soutien aux résidents dans les camps, la gestion des bases de données, en établissant un système d'application ainsi que la vérification technique et juridique de chacun des propriétés louées proposées	1163	48%	20000
			Organisation d'activités de formation et de sensibilisation pour les personnes déplacées sur leurs droits et responsabilités en référence aux droits nationaux et internationaux.	0	0%	20000
		Les 6 camps sont progressivement fermés et l'espace public est réhabilité	Transfert de cash: distribution, la gestion et le suivi de la distribution des frais de location	1163	23%	20000
			Suppression progressive des abris (tentes) et la réhabilitation des sites - le retour aux autorités	2	33%	20000
			Un suivi efficace des solutions de retour livrés et le statut des bénéficiaires	0	0%	20000
		Composante 2	Les populations des quartiers ciblés bénéficient de conditions de logements améliorées répondant aux normes et standards du MTPTC	Les acteurs de la construction sont formés et respectent les normes et standards du gouvernement	Recrutement d'une équipe multidisciplinaire pour l'élaboration des programmes et de la Formation des Formateurs finalisé.	
Réunions et accords avec les principales institutions gouvernementales impliquées dans la construction et de la formation ont été conclus (Ministère de l'Education Nationale et de la Formation professionnelle, Institut national de Formation Professionnelle (INFP), Ministère des transports, des communications et des travaux publics).						
Cartographie des principales institutions internationales impliquées dans la formation parasismiques a été entreprise et les institutions ont été contactées et les programmes existants ont été recueillis						
Les maisons endommagées (Jaune) sont réparées selon les normes et standards du gouvernement	Recrutement de l'équipe (technique et personnel de soutien) a été finalisé			0	10%	
	Plusieurs visites de sites effectuées pour évaluer dans quel domaine commencer en attendant l'analyse de risque soit réalisée					
	Outils de communication finalisés					
	Processus d'achat pour 400 maisons jaunes terminée;					
	Warehouse mis en place					
	Contrats des sous-traitants en cours de finalisation, prêts à commencer à travailler la 1ère semaine de Janvier;					
Évaluation technique des maisons jaunes fournies par l'OIM réalisée				0%		
Une solution progressive est		Aucune activité entreprise à date				

		développée (progressive corehousing) pour répondre à la problématique des maisons rouges							
Composante 3	Le dynamisme (revitalisation) des 16 quartiers est accru en résultat de la réhabilitation (sociale, économique et physique)	Des plateformes communautaires sont renforcées afin d'appuyer l'identification des solutions de logement et accompagner le processus de retour dans les quartiers	Mise en place de et Renforcement des Plateformes communautaires dans les huit quartiers. Un coordonnateur communautaire de Plateforme a été embauché. Son rôle est de travailler avec tous les partenaires pour s'assurer que les femmes et les jeunes sont dûment représentés, pour éviter de laisser de côté les zones très marginalisées.		25%	144000			
		L'accès aux services, identifiés comme prioritaires par les habitants du quartier, a été augmenté et la vulnérabilité des quartiers a été diminuée	Création de l'équipe technique L'évaluation initiale des différents quartiers réalisée Première rencontre avec la plateforme communautaire nouvellement créée de Morne Hercule le 19 Décembre Début de la planification urbaine participative avec ONUHabitat Un profilage socio-économique de base en est cours dans les quartiers par les mobilisateurs communautaires de UNOPS. Des Messages-clés pour atténuer les conflits potentiels / questions ont été finalisés. En collaboration avec ONUHabitat de la planification urbaine participative et Évaluation du statut bâtiment est actuellement en cours par l'UNOPS		10%				
		L'accès à l'emploi et aux revenus dans les quartiers est amélioré	Mise en place de l'équipe technique; Un programme de formation en Business Management a été finalisé Matériels de Formation « Améliorez votre formation en construction » en cours de finalisation L'évaluation initiale de 8 quartiers menée par l'équipe de mobilisation sociale Analyse SWOT de Micro finance pour Port au Prince finalisée		10%		10000		
		Une analyse des zones à risques permettant le plan de restructuration participatif	La Compagnie qui va effectuer l'Évaluation des Risques a été sélectionnée. Cette société internationale a été sélectionnée pour travailler avec le soutien du Laboratoire National (MTPTC) et CNIGS. Le processus doit débuter en Janvier		30%		144000		
		Réalisation du Plan Urbain Participatif	La planification communautaire a démarré dans 5 quartiers.		30%				
		Composante 4	La mise en opération du modèle de réhabilitation de 16.6 par les autorités (locales et nationales)	Système de gestion des connaissances mis en œuvre en vue de la portée à l'échelle du programme, sa replicabilité et sa pérennité	Une mission du Panama a visité le pays du 29 Novembre au 4 Décembre afin de donner son support au Projet 16/6			10%	La population haïtienne
					Une autre mission est prévue en Janvier (Raul Zambrano) afin d'établir un cadre d'interopérabilité qui permettra aux différentes bases de données (OIM, UNOPS, MTPTC et celles que nous allons créer) de se comprendre mutuellement.				
				Système de Suivi Evaluation pour la surveillance administrative et substantive du projet	La personne en charge de S&E et la Gestion de la Connaissance a été recrutée (2 Décembre)			20%	
La stratégie de Suivi et Evaluation et de la Gestion de la Connaissance du Projet finalisée									

- **Le cas échéant, expliquer les retards dans l'exécution du programme, la nature des contraintes, les mesures prises pour atténuer de futurs retards et les enseignements tirés.**

- La complexité et l'interdépendance du projet a nécessité que plusieurs composantes commencent au même moment afin d'éviter des retards dans d'autres activités.
- Le gouvernement devrait prendre le leadership, mais il y a certains changements au FAES qui vont probablement exiger des mesures temporaires. Par ailleurs, le Premier ministre, à la date de ce rapport n'a pas été confirmé.
- Les communautés participent au processus décisionnel. Cela peut provoquer quelques retards dans certaines décisions à prendre, puisque les évaluations des zones à risque et la planification urbaine participative nécessiteront certaines mesures difficiles à mettre en place.

- **Dresser la liste des principaux partenaires, et expliquer leur contribution dans l'accomplissement des résultats.**

Agences	Résultats	Contribution dans l'accomplissement des résultats
IOM	Les déplacés des camps associés aux quartiers ciblés ont trouvé une solution de logement répondant aux standards minimums du programme. et internationaux.	<p>Processus de retour des familles des camps vers les quartiers</p> <p>IOM est l'agence qui est responsable de tout le processus de retour des familles de camps vers leurs quartiers d'origine et d'autres quartiers voisins des camps. Trois solutions de retour ont été définies et présentées aux familles des camps : Une année de location d'une maison verte pour les familles locataires, la réparation d'une maison jaune ou endommagée et la reconstruction d'une maison rouge pour les familles propriétaires. A cette date 97% des familles ont choisi la solution de location et seulement 3% la solution de réparation et de reconstruction et 1 camp est fermé (Place St-Pierre). Une stratégie de communication a été élaborée pour faciliter le retour volontaire des familles des camps vers les quartiers associés afin de contribuer au démontage des tentes, la fermeture des camps et le retour de ces espaces publics aux autorités.</p>
UNOPS/ BIT	Les populations des quartiers ciblés bénéficient de conditions de logements améliorées répondant aux normes et standards du MTPTC	<p>Formation en construction des acteurs de la construction</p> <p>Deux modules de formation (Modules de Formation de Formateurs et Formation des travailleurs) sur les techniques de construction résistantes aux tremblements de terre ont été rédigés par BIT avec l'appui du Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP), représenté par l'Institut National de la Formation Professionnelle (INFP), Ministère des Travaux Publics, Transports et Communication (MTPTC), Les institutions nationales de formation professionnelle accréditées, Coopération suisse et UNHABITAT. Ces modules seront utilisés pour renforcer les capacités des acteurs de la construction en des techniques de construction parasismiques. Ces ouvriers et contremaîtres ainsi que des fournisseurs qui seront formés par BIT seront accrédités et certifiés par l'Etat. Ces acteurs nouvellement formés seront ensuite utilisés par UNOPS pour participer à la réparation et la reconstruction des maisons dans les quartiers selon les normes et standards de la MTPTC, ce qui leur permettra de se perfectionner afin de participer plus pleinement dans la reconstruction nationale.</p> <p>Logement</p> <p>UNOPS procédera- sur la base d'une analyse de risque microzonales réalisée par PNUD- à la réparation des maisons jaunes et la reconstruction des maisons. Le processus d'acquisition des matériaux pour commencer les réparations des premières maisons rouges. L'exercice de planification a été finalisé.</p>

<p>PNUD</p>	<p>Le dynamisme (revitalisation) des 16 quartiers est accru en résultat de la réhabilitation (sociale, économique et physique)</p>	<p>Analyse de risques micro-zonale.</p> <p>L'analyse de risques microzonales des quartiers sera réalisée en utilisant la méthodologie du Plan de Prévention de Risques. La firme devant réaliser cette analyse a été sélectionnée par le PNUD et le processus d'évaluation devra commencer en janvier 2012.</p> <p>La signature de contrat a été faite sur un LTA (Long Term Agreement), ce qui facilitera la signature des PPR à développer dans les prochains quartiers. La firme devra fournir une proposition de travaux de mitigation.</p> <p>Plan urbain participatif</p> <p>Etant donné son expertise dans le domaine, ONUHabitat, supervisée par le PNUD, est l'agence qui réalisera ce plan urbain participatif avec le concours des Plateformes communautaires. ONUHABITAT a démarré ces activités à travers deux ONGs (Fondation Architect de l'Urgence et Architect for Humanity).</p> <p>Mise en place des Plateformes communautaires</p> <p>A ce jour, 1 Coordonnateur de Plateformes Communautaires a été recruté par le PNUD dans le projet. Comme mentionné plus haut, son rôle est de travailler avec tous les partenaires pour s'assurer que les termes de référence (TdR) des plateformes communautaires soient respectés, y inclut que les femmes et les jeunes sont dûment représentés, pour éviter de laisser de côté les zones très marginalisées. Des réunions de planification ont été effectuées avec les partenaires déjà sur le terrain ainsi que de la communauté pour la mise en place et la validation d'une plateforme communautaire, représentative, dans chacun des quartiers ciblés par le projet. Les plateformes communautaires devront contribuer à la prise de décision entre la communauté vers les autorités locales et organisations internationales et identifier avec la communauté les services sociaux de base nécessaire, les opportunités de création activités génératrices de revenus et d'emplois dans les quartiers. Les Termes de Références ont été finalisés avec l'approbation et la validation de tous les acteurs impliqués</p> <p>L'accès aux services sociaux de base</p> <p>Les premières collectes participatives de données sont commencées pour permettre la réalisation des projets d'infrastructures communautaires identifiés par la communauté de concert avec les plateformes communautaires.</p> <p>L'accès à l'emploi et aux revenus</p> <p>8 types d'interventions ont démarré avec des différents groupes de femmes, dont 800 femmes recevront un appui en termes de formation, d'accès à l'emploi et aux activités génératrices de revenus.</p>
<p>PNUD</p>	<p>La mise en opération du modèle de réhabilitation de 16.6 par les autorités (locales et nationales)</p>	<p>Stratégies de Suivi et Evaluation et de Gestion de Connaissances devant être mises en œuvre en vue de générer des leçons apprises ainsi que des bonnes pratiques dans le but de rendre possible la portée à l'échelle du programme, sa replicabilité et sa pérennité</p> <p>Une Chargée de Suivi et Evaluation et de Gestion de Connaissance a été recruté par le PNUD pour assurer la mise en place de systèmes, la définition de de stratégies de Suivi et Evaluation et de Gestion de Connaissances afin pouvoir documenter et systématiser les connaissances produites par le projet 16/6.</p> <p>Un accord a été conclu avec le Centre Régional de PNUD au Panama pour un appui ponctuel à court terme à la composante Suivi et Evaluation et de Gestion de Connaissance du Projet.</p> <p>La Stratégie de Suivi et Evaluation et Gestion de Connaissances a été finalisée</p>

- **Indiquer tout autre fait marquant et les questions transversales pertinentes.**

L'intégration des femmes est l'une des priorités prise en compte dans le projet. Des grands efforts ont été faits par le PNUD et ses partenaires pour atteindre un pourcentage de 40% de femmes qui travailleront dans les interventions de réhabilitation. Un projet a été mis en place pour garantir que les emplois générés soient profités au moins par 70% de femmes.

- **Fournir une évaluation du programme basée sur des indicateurs de performance, tels qu'indiqués dans le document de programme, en utilisant le modèle de la Section VI.**

Le projet avance selon le plan prévu. En général, les résultats à date, surtout en termes d'institutionnalisation et de pérennité, ont dépassé les attentes.

V. FUTUR PLAN DE TRAVAIL (le cas échéant)

- Lister les activités et dépenses pour la période à venir (1 Janvier-31 Décembre 2012), en utilisant les enseignements tirés de la période précédente.

En dollars USD

- Fermeture de 4 camps : Canapé Vert, Sylvio Cator, Primature et Mais Gâté : 1, 123,496
 - Réparation et reconstruction maisons endommagées : 1, 059,240
 - Analyse de zones à risques de 8 quartiers : 408,000
 - Etablissement de 9 plateformes communautaires : 140,000
 - Validation de la planification communautaire de 8 quartiers : 180,000
 - Amélioration des services de base dans 8 quartiers : 5, 350,000
 - Appui à 800 femmes vulnérables avec accès à l'emploi : 1, 000,000
 - Appui a 100 entreprises : 650,000
 - Enquête de base : 62,000
 - Stratégie de S&E appliquée : 350,000
 - Stratégie de Gestion de la Connaissance appliquée : 160,000
 - Stratégie de Communication appliquée : 380,000
- Signaler toute déviation importante des stratégies, objectifs et résultats-clés initiaux. N/A

VI. EVALUATION EN FONCTION DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

Résultats d'effet et de produits	Indicateurs de performance	Indicateurs de référence	Indicateurs cibles	Objectif s/ Indicateurs atteints	Raisons d'éventuel(s) écart(s)	Source de vérification
<i>Effet 1: Le statut des familles de bénéficiaires est amélioré et la fonction première des espaces publics est rétablie</i>						
	Indicateur d'effet 1.1 % de familles de bénéficiaires qui perçoivent leur nouveau statut comme satisfaisant	Ligne de base à définir	80%	TBD	N/A	Base de données d'OIM et de Gestion de Connaissances de 16-6/Rapport d'enquête de satisfaction
	Indicateur d'effet 1.2 # d'espaces publics pour lesquels la fonction première a été rétablie	0	6	1	N/A	Base de données d'OIM et de Gestion des connaissances 16-6 et rapports de visite terrain, photos, GPS, etc
Produit 1.1. Les déplacés des camps associés aux quartiers ciblés ont trouvé une solution de logement répondant aux standards minimums du programme.	Indicateur de Produit 1.1.1 # de familles déplacées ayant trouvé une solution de logement répondant aux standards minimums du programme	0	5000	1163	N/A	Base de données d'OIM et de Gestion des connaissances 16-6
	Indicateur de Produit 1.1.2 % de familles déplacées ayant trouvé une solution de logement répondant aux standards minimums du programme qui vivent toujours au même endroit 6 mois après l'occupation des lieux.)	0%	100%	TBD	N/A	Rapport de suivi effectué après 6 mois
<i>Effet 2: Les populations des quartiers ciblés bénéficient de conditions de logements améliorées répondant aux normes et standards du MTPTC</i>						
	Indicateur d'effet 2.1 % de familles de bénéficiaires propriétaires qui ont eu leurs maisons réparées qui sont satisfaites des réparations effectuées (ventilé par sexe du chef de famille)	0%	80%	TBD	N/A	Base de données d'UNOPS et 16.6
	Indicateur d'effet 2.2 % de familles de bénéficiaires propriétaires qui ont eu leurs maisons reconstruites qui sont satisfaites de la reconstruction effectuée (ventilé par sexe du chef de famille)	0%	80%	TBD	N/A	Base de données d'UNOPS et 16.6
	Indicateur d'effet 2.3 % de famille de bénéficiaires qui perçoivent leur maison réparée ou reconstruite comme "sécuritaire"	0%	80%	TBD	N/A	Base de données d'UNOPS et 16.6

	Indicateur d'effet 2.4 % de maisons réparées et reconstruites répondant aux standards du MTPTC	0%	100%	TBD	N/A	Base de données d'UNOPS et 16.6
Produit 2.1 Les acteurs de la construction ont acquis des compétences techniques et sont certifiés et respectent les normes et standards du gouvernement	Indicateur de Produit 2.1.1 % de fournisseurs de matériaux de construction des quartiers ciblés formés qui sont qualifiés sur les techniques de construction parasismiques et certifiés par la MTPTC	0%	50%	TBD	N/A	Base de données de BIT et 16.6
	Indicateur de Produit 2.1.2 # d'entreprises ou entrepreneurs (secteur construction) formés par le projet qui ont été contractés ou sous-contractés dans le cas du projet et qui respectent les standards du MTPTC	0%	50%	TBD	N/A	Base de données de BIT et 16.6
	Indicateur de Produit 2.1.3 % des fournisseurs formés qui ont obtenus des contrats auprès du projet 16/6 ou d'autres partenaires	0%	50%	TBD	N/A	Base de données de BIT et 16.6
	Indicateur de Produit 2.1.4 % de contremaîtres et ouvriers des quartiers d'origine ayant reçu un diplôme d'état en construction parasismique et sont qualifiés à participer à la reconstruction parasismique de Port au Prince	0%	50%	TBD	N/A	Base de données de BIT et 16.6
	Indicateur de Produit 2.1.5 % des contremaîtres et ouvriers certifiés (certificat de compétence et/ou diplôme d'ouvrier) par les institutions étatiques dans le cadre du projet sont embauchés dans le cadre du programme de reconstruction du projet 16/6.	0%	50%	TBD	N/A	Base de données de BIT et 16.6
	Produit 2.2 L'accès de la population des 16 quartiers à une offre de logement répondant aux normes et standards du MTPTC est amélioré	Indicateur de Produit 2.2.1 % de maisons endommagées (jaunes) réparées selon les normes et standards du gouvernement	0%	100%	TBD	N/A
Indicateur de Produit 2.2.2 % de maisons rouges reconstruites selon les normes et standards du gouvernement		0%	100%	TBD	N/A	Base de données d'UNOPS et 16.6
Indicateur de Produit 2.2.3 # de mètres cubes de débris en provenance des maisons rouges démolies, des points d'accès et des installations communautaires ont été enlevés		0%	100%	TBD	N/A	Base de données d'UNOPS et 16.6
Effet 3: Le dynamisme (revitalisation) est accru en résultat de la réhabilitation (sociale, économique et physique) des 16 quartiers						
	Indicateur d'effet 3.1 % de la population ciblée participant aux activités communautaires organisées par les Plateformes communautaires	Ligne de base à définir	80%	TBD	N/A	Base de données de Gestion des connaissances 16/6
	Indicateur d'effet 3.2 % de la population ciblée reconnaissant les plateformes	Ligne de	80%	TBD	N/A	Base de données de Gestion des

	communautaire comme un outil de gouvernance, pouvant prendre des décisions équitables au nom et pour le bien de la communauté	base à définir				connaissances 16/6
	Indicateur d'effet 3.3 % de satisfaction des familles avec les services de base -ventilé par sexe (et âge si possible)	Ligne de base à définir	80%	TBD	N/A	Base de données de Gestion des connaissances 16/6
	Indicateur d'effet 3.4 Cout des services de base (ventilé par électricité, eau, sanitation et santé)	Ligne de base à définir		TBD	N/A	Base de données de Gestion des connaissances 16/6
	Indicateur d'effet 3.5 Revenu moyen par habitant/per capita (ventilé par sexe et âge)	Ligne de base à définir	10%	TBD	N/A	Base de données de Gestion des connaissances 16/6
	Indicateur d'effet 3.6 Niveau de vulnérabilité (Les familles pouvant faire face aux frais de scolarité, perception de sécurité, etc)	Ligne de base à définir	10%	TBD	N/A	Base de données de Gestion des connaissances 16/6
	Indicateur d'effet 3.7 % d'entreprises et micro entreprises appuyé par le projet ayant augmenté leur nombre d'employés	0%	80%	TBD	N/A	Base de données de Gestion des connaissances 16/6
Produit 3.1 Les communautés des 16 quartiers s'autonomisent au travers des plateformes communautaires	Indicateur de Produit 3.1.1 # de plateformes communautaires validées et actives sur une base trimestrielle	0	16	TBD	N/A	Base de données de Gestion des connaissances 16/6
	Indicateur de Produit 3.1.2 % de plateformes communautaires ayant acquis les compétences adéquates leur permettant de soutenir l'indentification de solutions de logement et d'accompagner le processus de retour dans les quartiers	0%	80%	TBD	N/A	Base de données de Gestion des connaissances 16/6
	Indicateur de Produit 3.1.3 % des plateformes communautaires sont maintenues à la fin du projet	0%	80%	TBD	N/A	Base de données de Gestion des connaissances 16/6
Produit 3.2 Accès accru aux services de base par les habitants des 16 quartiers	Indicateur de Produit 3.2.1 % de la population ciblée avec un meilleur accès aux services de base	0	TBD	TBD	N/A	Base de données de Gestion des connaissances 16/6
	Indicateur de Produit 3.2.2 % de mètres cubes de déchets (détritus) enlevés ou transformés en résultat des activités du projet	0	TBD	TBD	N/A	Base de données de Gestion des connaissances 16/6
Produit 3.3 Les opportunités économiques et l'accès à l'emploi et au	Indicateur de Produit 3.3.1 # de nouvelles entreprises créées dans les 16 quartiers en résultat aux activités du projet	0	TBD	TBD	N/A	Base de données de Gestion des connaissances 16/6

revenu dans chacun des quartiers ont augmenté	Indicateur de Produit 3.3.2 # de nouveaux emplois créés (ventilé par sexe, âge, emploi dans le secteur de l'énergie) en résultat du projet	0%	80%	TBD	N/A	Base de données de Gestion des connaissances 16/6
	Indicateur de Produit 3.3.3 # d'emplois renforcés ou améliorés en résultat aux activités du projet	0%	80%	TBD	N/A	Base de données de Gestion des connaissances 16/6
	Indicateur de Produit 3.3.4 % de familles des 16 quartiers ayant un meilleur accès à l'emploi en résultat aux activités du projet	0	TBD	TBD	N/A	Base de données de Gestion des connaissances 16/6
	Indicateur de Produit 3.3.5 % de familles vulnérables des 16 quartiers ayant un meilleur accès à l'emploi en résultat aux activités du projet	0%	TBD	TBD	N/A	Base de données de Gestion des connaissances 16/6
	Indicateur de Produit 3.3.6 # de personnes avec accès au crédit en résultat aux activités du projet	0%	80%	TBD	N/A	Base de données de Gestion des connaissances 16/6
	Indicateur de Produit 3.3.7 % de nouveaux marchés créés dans le secteur de l'énergie	0	TBD	TBD	N/A	Base de données de Gestion des connaissances 16/6
	Indicateur de Produit 3.3.8 % micro-entreprises supportées ayant augmenté leur chiffre d'affaires et leur accès au marché	0	TBD	TBD	N/A	Base de données de Gestion des connaissances 16/6
Produit 3.4 Le risque zonal des 16 quartiers a été pris en compte et des mesures de mitigation mises en place	Indicateur de Produit 3.4.1 L'analyse des zones à risque réalisée et appliquée permettant la formulation du plan d'urbanisation	Non	Oui	TBD	N/A	Base de données de Gestion des connaissances 16/6
Produit 3.5 Existence et Application du plan urbain	Indicateur de Produit 3.5.1 Plan urbain participatif réalisé	Non	Oui	TBD	N/A	Base de données de Gestion des connaissances 16/6
Effet 4: La mise en opération du modèle de réhabilitation de 16.6 par les autorités (locales et nationales)						
	Indicateur d'effet 4.1 # de initiatives mis en place qui utilisent et répliquent le modèle de réhabilitation du 16-6, par le gouvernement (national ou local), agences, et autres acteurs impliqués dans les efforts de reconstruction nationale	2	TBD	TBD	N/A	Base de données de Gestion des connaissances 16/6
Produit 4.1 Les autorités (nationales et locales) ont un modèle clair, bien articulé, testé à succès et répliquable pour la réhabilitation nationale	Indicateur de Produit 4.1.1 Existence de systèmes, d'outils, de méthodes et modèles documentés	Non	Oui	TBD	N/A	Base de données de Gestion des connaissances 16/6
	Indicateur de Produit 4.1.2 Systèmes de gestion de connaissances mis en œuvre en vue de la portée à l'échelle du programme, sa répliquabilité	Non	Oui	TBD	N/A	Base de données de Gestion des connaissances 16/6

	Indicateur de Produit 4.1.3 Le transfert de connaissances, de documents, de modules ainsi que des outils aux autorités locales et organismes publics	Non	Oui	TBD	N/A	Base de données de Gestion des connaissances 16/6
	Indicateur de Produit 4.1.4 Le système de gestion des connaissances est fonctionnel aussi bien au sein des autorités locales que les plateformes communautaires	Non	Oui	TBD	N/A	Base de données de Gestion des connaissances 16/6
	Indicateur de Produit 4.1.5 Leçons apprises et bonnes pratiques documentées et systématisées	Non	Oui	TBD	N/A	Base de données de Gestion des connaissances 16/6
	Indicateur de Produit 4.1.6 L'information clé est documentée	Non	Oui	TBD	N/A	Base de données de Gestion des connaissances 16/6